



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
CULTURE.BE

**AUX PRÉSIDENT(E)S DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET
AUX DIRECTEURS(TRICES) DES ORGANISMES
BÉNÉFICIAIRES D'UN CONTRAT-PROGRAMME, D'UNE
CONVENTION, D'UN AGREMENT OU D'UNE
RECONNAISSANCE DANS LES SECTEURS DES CENTRES
CULTURELS, LETTRES, LIVRE, ARTS PLASTIQUES, MUSEES
OU INSTITUTIONS MUSEALES, CENTRES D'ARCHIVES
PRIVEES, BIBLIOTHEQUES DE DROIT PRIVE.**

Bruxelles, le **25 JUIL. 2017**

Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents,
Mesdames les Directrices, Messieurs les Directeurs,

Objet : Fonds Ecureuil - Avances sur votre subvention 2018

Depuis plusieurs années déjà, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté une mesure destinée à anticiper largement le versement de la première tranche proméritee¹ de la subvention inscrite aux contrats-programmes, conventions, reconnaissances ou agréments des organismes subventionnés dans les domaines des Arts de la Scène, des Lettres, du Livre, des Arts plastiques, des Centres culturels, musées ou institutions muséales, centres d'archives privées, bibliothèques de droit privé.

¹ Celle-ci correspond à la première tranche de subvention de l'année 2018 prévue par votre convention, contrat reconnaissance ou agrément, hors index et paller éventuels.

Cette mesure évite aux bénéficiaires d'emprunter des fonds auprès des banques et de payer des intérêts en attendant la liquidation de leurs subsides.

Je suis heureuse de vous confirmer que vous pourrez encore y avoir accès en 2018, sous réserve du vote du budget et dans la mesure où vous répondrez aux conditions évoquées ci-dessous.

La Fédération Wallonie-Bruxelles réalise cette « avance sur subvention » en prélevant les crédits sur le « Fonds Ecureuil » (fonds de réserve financière constitué pour compenser les baisses conjoncturelles de recettes et assumer les charges imprévisibles). Celle-ci doit donc nécessairement pouvoir être remboursée intégralement avant la fin de l'année 2018. C'est une condition impérative pour bénéficier du système. Dès lors, je suis contrainte d'exiger des bénéficiaires un certain nombre de garanties au départ et d'écarter a posteriori pour deux ans ceux qui ne respecteraient pas strictement les modalités de la procédure.

Pour obtenir cette avance dès janvier 2018, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances, tel que modifié, prévoit en son article 1^{er}, §1^{er}, les conditions suivantes :

- 1) être lié à la Communauté française par un contrat-programme, une convention, un agrément ou une reconnaissance dans un des secteurs suivants : [...] les centres culturels, les arts de la scène, les lettres, le livre, les arts plastiques, les musées ou institutions muséales, les centres d'archives privées [...], les bibliothèques de droit privé [...] couvrant l'année civile durant laquelle l'avance est versée ;
- 2) ne bénéficier d'aucune subvention de la Communauté française donnée en garantie quelconque à un tiers ;
- 3) ne pas être partie à une procédure contentieuse qui peut avoir pour aboutissement le versement de la subvention octroyée par la Communauté française ou l'attribution de son montant à un tiers ;²
- 4) ne pas faire l'objet d'une procédure de suspension ou d'une décision effective de suspension de sa convention ou de son contrat-programme ni d'une décision conservatoire d'interruption du versement de tout ou partie de sa subvention telles que prévues aux articles 2 à 5 et 6 de l'arrêté du 16 mars 2007 fixant les modalités de suspension, de modification ou de résiliation d'une convention ou d'un contrat-programme pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;
- 5) déclarer sur l'honneur respecter les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, au moment de l'introduction de la demande ;

² En d'autres termes, ne pas présenter de contentieux (existence d'une ouverture de ligne de crédit, à distinguer de l'emprunt à terme fixe) auprès d'une banque, même ancienne, ou d'un escompte.

6) avoir dûment complété et introduit auprès du Ministère de la Communauté française, dans les délais fixés, le formulaire joint en annexe de la présente ;

7) avoir fourni les attestations des administrations sociales et fiscales indiquant que l'opérateur est en règle de paiement de cotisations ONSS, de toutes dettes envers l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus ainsi que, en cas d'assujettissement, de T.V.A.

Le paragraphe 3, article 1^{er} du même arrêté précise que :

Ne peut bénéficier de l'avance, le demandeur qui ne répond plus aux conditions énumérées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^o, 2^o, 3^o et 4^o, après l'introduction du formulaire précité.

Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions renseigne au Fonds, avant versement de l'avance, toute personne inscrite sur la liste précitée qui ne répond plus aux conditions énumérées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o.

Ces personnes sont exclues du système d'avance organisé par le présent arrêté pendant les deux années qui suivent l'année d'introduction du formulaire de demande.

Si vous souhaitez bénéficier de l'avance et si vous estimez qu'il vous est possible de répondre aux conditions précitées, je vous saurais gré de bien vouloir en informer **par courriel avant le 1^{er} septembre prochain** le correspondant Fonds Ecureuil pour votre service administratif, à savoir :

- **Centres culturels** : Monsieur Dany HAULOTTE (dany.haulotte@cfwb.be)
- **Bibliothèques de droit privé** : Madame Delphine CRUSNAIRE (delphine.crusnaire@cfwb.be)
- **Lettres et livre** : Madame Margueritte ROMAN (marguerite.roman@cfwb.be)
- **Arts plastiques** : Madame Céline VAN OOTEGHEM (celine.vanooteghem@cfwb.be)
- **Centres d'arts, Musées et Centres d'archives privées** : Madame Nathalie DEMARET (nathalie.demaret@cfwb.be)
- **Pluridisciplinaire** : Monsieur François GALLAND (francois.galland@cfwb.be)

Si votre contrat-programme, convention, agrément ou reconnaissance est arrivé à échéance ou arrive à échéance au 31 décembre 2017, je vous invite à prendre contact immédiatement avec votre correspondant administratif.

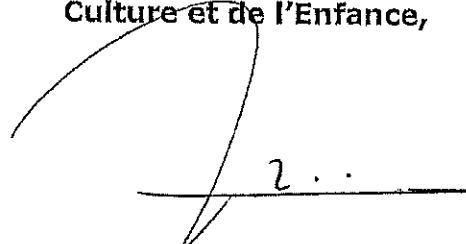
Je vous invite à constituer sans attendre **un dossier complet**. Conformément aux conditions précitées, celui-ci **devra être communiqué à votre correspondant précité au plus tard le 18 septembre 2017** (le cachet de la poste faisant foi), sur base du formulaire joint en annexe. Les dossiers incomplets ou introduits hors délais ne pourront être acceptés.

Si vous disposez à ce jour d'une ouverture de crédit auprès d'un établissement bancaire et dans la mesure où vous souhaitez bénéficier de l'avance sur subventions, je vous conseille de demander une **mainlevée dans les plus brefs délais** à cet établissement. Celle-ci devra être transmise au Ministère de la Communauté française, tant au Comptable du Service du Contentieux, Boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles (contentieux@cfwb.be Tel : 02/413.24.21 - fax 02/413.31.71) et à votre correspondant (cf. supra) au Ministère de la Communauté française.

Pour tout renseignement complémentaire, je vous invite à contacter Madame Dorothee Bulté (dorothee.bulte@cfwb.be tel/02.413.41.72) chargée de la coordination globale du programme au Ministère de la Communauté française.

J'espère que vous pourrez profiter de cette mesure et vous prie de croire, Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents, Mesdames les Directrices, Messieurs les Directeurs, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**La Vice-présidente, Ministre de la
Culture et de l'Enfance,**



2 . . .

Aida GREOLI

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AVANCE DU FONDS ECUREUIL

A renvoyer au plus tard le 18 septembre 2017 à :

**vosre correspondant administratif
Ministère de la Communauté française
Boulevard Léopold II, 44
1080 Bruxelles**

**Tous les points doivent obligatoirement être complétés.
Les formulaires incomplets ou remis hors délai sont
irrecevables.**

Formulaire pour les PERSONNES MORALES

1. Le demandeur a déjà bénéficié d'une avance du Fonds Ecureuil (cocher la bonne case):
- oui (préciser la dernière année : __/__/20__)
- non
2. Dénomination statutaire du demandeur :
- _____
3. Forme juridique (cocher la bonne case):
- asbl
- autre à préciser :
4. Adresse du siège social (devant correspondre à l'adresse du numéro de compte bancaire):
- _____
5. Numéro d'entreprise :
6. Numéro de compte bancaire :
- IBAN : _____
- BIC : _____
7. Nature de l'acte juridique reliant le demandeur à la Communauté française et mobilisant la subvention relative à l'année civile suivant l'introduction du présent formulaire (cocher la bonne case):
- contrat-programme
- convention
- agrément
- reconnaissance
8. Demandeur assujetti à l'ONSS (cocher la bonne case):
- oui
- si oui, joindre une attestation originale C450 émise par l'ONSS couvrant au minimum le second trimestre de l'année civile du présent formulaire
- non
9. Demandeur assujetti à la TVA (cocher la bonne case):
- oui
- si oui, joindre une attestation
- non

10. Le(s) signataire(s) du présent formulaire est (sont) habilité(s) à représenter la personne morale demanderesse, en tant que :

- signataire(s) du contrat-programme ou de la convention
- membre(s) du - ou mandaté(s) par le - conseil d'administration de la personne morale

➤ joindre un justificatif

11. déclaration sur l'honneur (cocher chacune des cases):

Je (nous)

soussigné(s) _____

➤ déclare(ons) sur l'honneur
 que la personne morale précitée ne bénéficie d'aucune subvention de la Communauté française donnée en garantie quelconque à un tiers ;

➤ déclare(ons) sur l'honneur
 que la personne morale précitée n'est pas assujettie à l'ONSS
 que, en cas d'assujettissement, la personne morale précitée est en ordre de cotisation ONSS ;

➤ déclare(ons) sur l'honneur
 que la personne morale précitée n'est pas assujettie à la TVA
 que, en cas d'assujettissement, la personne morale précitée est en ordre de cotisation TVA ;

➤ déclare(ons) sur l'honneur
 que la personne morale précitée n'est pas partie à une procédure contentieuse qui peut avoir pour aboutissement le versement de la subvention octroyée par la Communauté française ou l'attribution de son montant à un tiers ;

➤ déclare(ons) sur l'honneur
 que la personne morale précitée respectera les obligations énumérées ci-avant également après l'introduction du formulaire.

Date : __ / __ / 20__

Signature(s) :